



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 21/12/2023

Le préfet du Gard
à
Monsieur le Directeur
CIMENTS CALCIA
BP 130
Route de Saint Gilles
30300 BEAUCAIRE

Lettre préfectorale de transmission d'un rapport de visite d'inspection

Affaire suivie par : Bruno FAVART
Téléphone : 04 34 46 67 34
Courriel : bruno.favard@developpement-durable.gouv.fr
Références : 2023-12-745
Code AIOT : 0006600448
Pièce jointe : Rapport de l'inspection du 10/08/2023

Monsieur le directeur,

L'inspection des installations classées s'est rendue le 10/08/2023 sur le site implanté Roc des Mourgues 30300 BEAUCAIRE afin de procéder à une visite d'inspection.

En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, vous voudrez bien trouver ci-joint une copie du rapport établi par l'inspection et transmis à Monsieur le Préfet du Gard à la suite de cette visite.

Je vous invite à prendre connaissance avec la plus grande attention des constats établis et des suites administratives éventuellement proposées par l'inspection. Vous voudrez bien me faire parvenir les éléments de réponses et les justificatifs attendus, selon les délais précisés dans le rapport.

La partie de ce rapport intitulée « Contexte et constats de l'inspection » sera publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). En tant que de besoin, vous pouvez informer l'inspection des installations classées des données que vous considérez non publiables pour des raisons de confidentialité ou de secret de fabrication. L'inspection des installations classées examinera la recevabilité de votre demande, masquera uniquement les données retenues comme confidentielles et procédera à la publication.

Je vous invite à formuler vos observations sur cette correspondance et sur le rapport dans le délai de 15 jours. Sans retour de votre part dans ce délai, il sera considéré que vous n'avez pas d'observations.

Lors de cette visite, l'inspection a constaté 3 non conformités qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important et imminent pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. Pour ces constats non conformes, vous devez dans **les délais précisés ci-dessous**, respecter la prescription concernée voire fournir un calendrier prévisionnel des actions mises en œuvre afin de la respecter, en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs voire engagements correspondants. Dans le cas contraire, je serai contraint de vous mettre en demeure de respecter les prescriptions contrôlées et rappelées ci-après :

- Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 18.2.3 - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite
- Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 19.6 - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite
- Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : Art 41 a) - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

P/Le Préfet du Gard, et par subdélégation,
Le chef adjoint de l'Unité inter Départementale Gard-Lozère,



Thibault LAURENT

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 13/12/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/08/2023

Partie nominative

CIMENTS CALCIA

B.P. 130
ROUTE DE ST GILLES
30300 Beaucaire

Affaire suivie par : Bruno FAVARD
Téléphone : 04 34 46 67 34
Courriel : bruno.favard@developpement-durable.gouv.fr
Références : 2023-12-745
Code AIOT : 0006600448

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 10/08/2023 de l'établissement CIMENTS CALCIA implanté Roc des Mourgues 30300 Beaucaire. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

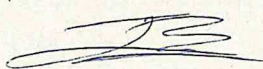

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

Bruno FAVARD, Direction Risques Industriels, Dpt Sol, Sous-Sol, Eoliennes, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

Florent CAPUTO, Ciments Calcia, responsable environnement;
Guillaume PRADEL, Ciments Calcia, chef de carrière.

Le courriel d'échange avec l'administration est fcaputo@ciments-calcia.fr.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
		
L'inspecteur de l'environnement Bruno FAVARD	L'inspecteur de l'environnement Sandrine ILIOU	Le chef de l'UiD Gard-Lozère Pierre CASTEL

Rapport de l'inspection des installations classées
Propositions à l'issue de la visite

P/i Phil LAURENT
Adj Chef UiD Gard-Loz

A l'issue de la visite d'inspection du 10/08/2023 de l'établissement CEMENTS CALCIA implanté Roc des Mourgues 30300 Beaucaire, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 18.2.3 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 19.6 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : Art 41 a) - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 13/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CIMENTS CALCIA

B.P. 130
ROUTE DE ST GILLES
30300 Beaucaire

Références : 2023-12-745
Code AIOT : 0006600448

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/08/2023 dans l'établissement CIMENTS CALCIA implanté Roc des Mourgues 30300 Beaucaire. L'inspection a été annoncée le 02/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIMENTS CALCIA
- Roc des Mourgues 30300 Beaucaire
- Code AIOT : 0006600448
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert. La roche calcaire extraite alimente exclusivement la cimenterie voisine en vue de la production de ciments.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 Gestion des eaux (arrêté sécheresse, recyclage, rejets dans le milieu naturel, prélèvements, analyses,...) ;
- Mise en œuvre des explosifs, plan de tirs, élaboration et validation ;

- Action régionale 2023 Aire de ravitaillement et d'entretien ;
- Retombées poussières ;
- Suites de la dernière inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Plan de surveillance des retombés de poussières – composition du plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	PC1 Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41 a)	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence:

- l'absence de justification du bon fonctionnement du débourbeur/déshuileur (pas d'analyse en sortie);
- l'absence de justification des mesures poussières PM10 pour la partie canalisée de l'installation de traitement;
- l'absence de justification pour la non mise en œuvre d'une jauge type b sur la partie Ouest de la carrière, à corréler avec les vents dominants (à définir explicitement), dans le cadre du plan de surveillance des émissions de poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)
Prescription contrôlée : 18.2.3. Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) : I. - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;- la température est inférieure à 30 °C ;- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes. L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. II. - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. III. - L'arrêté d'autorisation précise le milieu dans lequel le rejet est autorisé ainsi que les conditions de rejet. Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, ainsi que le point kilométrique du rejet. Il fixe la fréquence des mesures du débit et des paramètres à analyser.
Constats : Le traitement des eaux de l'aire de ravitaillement et d'entretien est assuré par une installation comprenant un débourbeur- déshuileur. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de son efficacité par des analyses à sa sortie, lesquelles doivent respecter les valeurs mentionnées dans la prescription contrôlée. Il appartient à l'exploitant de réaliser une analyse en sortie du débourbeur - déshuileur pour démontrer le respect des seuils précisés dans la prescription contrôlée. Il convient de préciser qu'une partie de la gestion des eaux est commune avec celle des installations de la société GSM (même groupe) implantées au Nord de la carrière. Il appartient à l'exploitant d'apporter les mêmes justifications au niveau de ce bassin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan de surveillance des retombés de poussières – composition du plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des retombés de poussières – composition du plan
Prescription contrôlée : 19.6. - Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan de surveillance des émissions de poussières de sa carrière. Il n'intègre pas la présence d'une habitation implantée à moins de 1500m de la partie ouest de la carrière sous vents dominants, nécessitant la mise en place d'une jauge type (b) à proximité. En outre, le plan de surveillance ne définit pas clairement les vents dominants. Il appartient à l'exploitant de prendre en compte cette habitation dans son plan, et de justifier de manière plus précise l'origine des vents dominants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : PC1 Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41 a)
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Capacité d'aspiration supérieure à 7000m ³ /h : La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs. Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé et au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièrment pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent 20mg/Nm ³ sont d'une durée continue inférieure à quarante huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures. En aucun cas la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500mg/Nm ³ . En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.
Constats : L'exploitant n'a pas produit à l'inspection des installations classées un suivi des PM10 et de l'installation en mode dégradé pour la partie canalisée de son installation de traitement. Dans le respect de la prescription contrôlée, il appartient à l'exploitant de justifier de mesures pour les poussières PM10 et d'un carnet de suivi en période de pannes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois